

Renforcement des normes européennes sur l'eau potable : Qu'en pensent vraiment les Français ?



Leuglay, 13 avril 2026

Le Groupe [BORDET](#), acteur historique du charbon végétal en France, a interrogé 2 103 Français sur leur perception du renforcement des normes européennes sur la qualité de l'eau potable, entré en vigueur progressive et dont plusieurs obligations sont effectives depuis janvier 2026. Si cette réforme majeure, qui encadre notamment les polluants émergents comme les PFAS, marque un tournant dans la gestion de l'eau, elle reste encore largement méconnue du grand public, tout en suscitant inquiétudes et fortes attentes en matière de transparence.

« Depuis 2020, une directive européenne encadre l'amélioration de la qualité de l'eau potable, avec une mise en application progressive engagée depuis 2023. Cette directive introduit de nouvelles exigences concernant certains polluants émergents, comme les PFAS, le bisphénol A ou encore certains sous-produits chimiques. Contrairement à une idée répandue, il ne s'agit pas simplement d'un contrôle accru. Cette réglementation marque une transformation du modèle de gestion de l'eau, fondée sur une approche préventive et une gestion des risques sur l'ensemble de la chaîne, de la ressource jusqu'au robinet. 2026 marque un tournant majeur, avec l'entrée en vigueur d'obligations renforcées, notamment sur les PFAS, qui vont mécaniquement intensifier les analyses et mettre les collectivités face à une pression accrue pour adapter leurs infrastructures. La vraie question aujourd'hui, c'est aussi celle de l'information : les Français sont-ils réellement conscients de ces enjeux ? »

— Cyril Flores, président du Groupe BORDET

Eau potable : une réforme européenne encore largement méconnue des Français

Bien que le renforcement des normes européennes sur la qualité de l'eau potable soit un enjeu majeur de santé publique, près d'un Français sur deux (47 %) avoue n'en avoir jamais entendu parler, et seuls 9 % en maîtrisent réellement les contours. Ce déficit de connaissance souligne l'importance croissante de la pédagogie autour de la qualité de l'eau et de ses évolutions réglementaires.

Avez-vous entendu parler du renforcement des normes européennes sur la qualité de l'eau potable ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, et je vois bien de quoi il s'agit	9 %
Oui, mais vaguement	44 %
Non, pas du tout	47 %

Pour renforcer ce constat, seuls 29 % des Français estiment être globalement informés sur le sujet de la qualité de l'eau potable (dont 8 % très bien informés), alors que 71 % reconnaissent un niveau de connaissance faible (27 %) ou nul (44 %).

Diriez-vous être bien informé(e) sur ce sujet ?	
Réponses	Pourcentages
Très bien informé(e)	8 %
Plutôt informé(e)	21 %
Peu informé(e)	27 %
Pas du tout informé(e)	44 %

Des polluants et des contrôles qui inquiètent une majorité des Français

Le renforcement de la surveillance des polluants renforce également l'inquiétude des Français. Ainsi, 65 % de Français se déclarent inquiets face à la présence de polluants comme les PFAS ou le bisphénol A dans l'eau potable. La perception du risque reste donc très élevée malgré le renforcement des contrôles. Seuls 18 % se disent rassurés.

Face au renforcement de la surveillance des polluants (PFAS, bisphénol A...) dans l'eau potable, êtes-vous plutôt inquiet ou rassuré ?	
Réponses	Pourcentages
Très inquiet	29 %
Plutôt inquiet	36 %
Ni l'un ni l'autre	17 %
Plutôt rassuré	14 %
Très rassuré	4 %

Cet effet paradoxal qui tend davantage à inquiéter qu'à rassurer est clairement exprimé par 41 % des Français qui avouent être aujourd'hui plus soucieux qu'avant, contre seulement 17 % plus rassurés. Loin de lever tous les doutes, cette volonté de transparence ravive clairement des interrogations sur la qualité de l'eau du robinet.

Ce renforcement des normes change-t-il votre perception de la qualité actuelle de l'eau du robinet ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, je suis plus inquiet qu'avant	41 %
Oui, je suis plus rassuré(e)	17 %
Non, cela ne change rien	22 %
Je ne sais pas	20 %

Un soutien massif pour le renforcement des analyses de la qualité de l'eau

Néanmoins, 82 % des Français jugent les nouvelles analyses de l'eau potable nécessaires, dont 45 % de manière ferme. Ce consensus net confirme une attente forte de transparence et de contrôle renforcé sur la qualité de l'eau du robinet.

Pensez-vous que ces nouvelles analyses sont nécessaires ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, absolument	45 %
Oui, plutôt	37 %
Non, pas vraiment	9 %
Non, pas du tout	1 %
Je ne sais pas	8 %

D'ailleurs, près de 85 % des Français se disent favorables au renforcement des normes européennes sur la qualité de l'eau potable. Ce soutien largement acquis est malgré tout encadré par plus d'un tiers des répondants, qui expriment la nécessité de préserver un équilibre entre exigence sanitaire et contraintes du quotidien (37 % avec des limites).

Êtes-vous favorable au renforcement des normes européennes sur la qualité de l'eau potable ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, tout à fait	48 %
Oui, mais avec des limites	37 %
Non, plutôt pas	10 %
Non, pas du tout	5 %

L'efficacité des nouvelles normes encore discutée

Même si 64 % des Français estiment que les nouvelles exigences amélioreront la qualité de l'eau potable, cette confiance reste mesurée puisque seuls 25 % anticipent un impact net. Un quart de la population demeure donc sceptique, sans doute dans l'attente de résultats concrets et visibles.

Selon vous, ces nouvelles exigences vont-elles réellement améliorer la qualité de l'eau ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, nettement	25 %
Oui, un peu	39 %
Non, peu d'impact	17 %
Non, aucun impact	6 %
Je ne sais pas	13 %

Une forte crainte d'impact sur le prix pour près de deux Français sur trois

Qui dit renforcement des exigences de qualité, dit hausse du prix de l'eau pour 64 % des Français. 31 % le redoutent même de manière marquée.

Craignez-vous que ces normes entraînent une hausse du prix de l'eau ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, fortement	31 %
Oui, légèrement	33 %
Non, pas vraiment	15 %
Non, pas du tout	9 %
Je ne sais pas	12 %

Si 56 % des Français se disent prêts à accepter une augmentation tarifaire de l'eau pour en améliorer la qualité, cette adhésion reste largement conditionnée puisque seuls 14 % y consentiraient sans réserve et 44 % y sont opposés.

Seriez-vous prêt(e) à accepter une hausse du prix de l'eau pour garantir une meilleure qualité ?	
Réponses	Pourcentages
Oui, sans hésiter	14 %
Oui, dans une certaine limite	42 %
Non, plutôt pas	27 %
Non, pas du tout	17 %

Une soif d'information et de solutions simples

Près d'un Français sur deux (47 %) déclare vouloir d'abord s'informer sur la qualité de l'eau dans sa commune, suivi de près par l'utilisation de solutions de filtration (pastilles) à 36 % ou de carafes filtrantes (32 %).

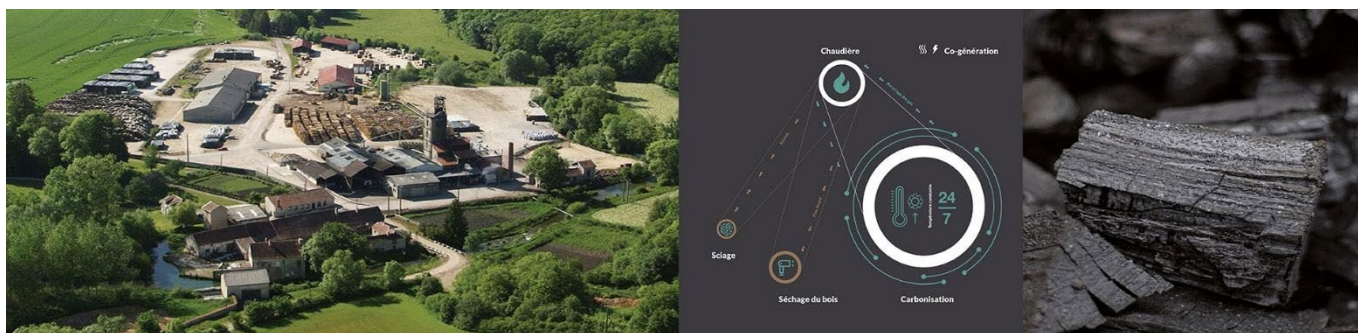
À noter que 25 % des personnes interrogées ne prévoient aucun changement dans leurs habitudes ou restent indécis (17 %).

Suite au renforcement des normes sur la qualité de l'eau potable, envisagez-vous de changer vos habitudes de consommation ou de traitement de l'eau ? (Plusieurs réponses possibles)	
Réponses	Pourcentages
Oui, installer un système de filtration sur robinet	16 %
Oui, utiliser une carafe filtrante	32 %
Oui, installer un système de filtration plus avancé (type osmoseur)	7 %
Oui, utiliser des pastilles ou solutions de purification	36 %
Oui, acheter davantage d'eau en bouteille	16 %
Oui, réduire ma consommation d'eau du robinet	2 %
Oui, faire analyser mon eau du robinet	15 %
Oui, m'informer davantage sur la qualité de l'eau dans ma commune	47 %
Non, je ne prévois pas de changer mes habitudes	25 %
Je ne sais pas encore	17 %

**Méthodologie : Enquête réalisée du 1^{er} au 9 avril 2026 auprès d'un échantillon de 2 103 personnes âgées de 18 ans et plus, résidant en France. L'étude a été conduite en ligne selon la méthode CAWI.*

Le recueil a combiné une sollicitation par e-mail adressée à des membres du panel propriétaire BuzzPress (27 700 panélistes en France) et une diffusion complémentaire du questionnaire sur Facebook et LinkedIn via un lien contrôlé afin de sécuriser le recrutement et limiter le partage non maîtrisé.

L'échantillon a été constitué et redressé par la méthode des quotas afin d'approcher la structure de la population française adulte. Les résultats ont fait l'objet d'une pondération à partir des distributions de référence publiées par l'INSEE.



À propos du Groupe BORDET

Fondé en 1860, le Groupe BORDET est un acteur industriel français de référence dans la valorisation du carbone végétal. Historiquement producteur de charbon de bois, BORDET s'est imposé comme un pionnier de la transition écologique, en développant des solutions basées sur le biochar et le charbon actif végétal, issues d'une technologie de pyrolyse continue brevetée : Carboépuré®.

Historiquement implanté en Bourgogne-Franche-Comté, BORDET inscrit ses activités dans une logique d'économie circulaire, de décarbonation et de souveraineté industrielle. Le groupe agit concrètement pour réduire les émissions de CO₂, substituer les ressources fossiles et dépolluer l'eau, l'air et les sols, tout en valorisant durablement la biomasse locale.

Soutenu par Bpifrance et accompagné par des pôles de compétitivité comme AXELERA, VITAGORA ou Bioeconomy for Change, BORDET développe une feuille de route ambitieuse à horizon 2030, autour de quatre grands axes stratégiques :

- La filtration et la dépollution de l'eau (potable, urbaine, industrielle),
- La production de bio-huiles renouvelables pour la chimie verte et les carburants durables,
- La purification des biogaz pour la souveraineté énergétique,
- Le stockage d'énergie via des charbons actifs pour supercondensateurs.

Fort de ses partenariats scientifiques avec le CNRS, l'INRAE, le CIRAD ou encore l'Université de Lorraine, BORDET contribue activement à la recherche de pointe en matière de matériaux biosourcés.

Ambitieux mais ancré dans la réalité industrielle, le Groupe BORDET entend multiplier par 10 sa production d'ici 2030, et déployer ses unités à l'échelle nationale et internationale, dans un modèle à faible empreinte carbone. Son objectif : accélérer la transition énergétique et environnementale, au service de la santé humaine, des territoires et du climat.

Pour plus d'informations : www.groupebordet.fr